

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-11 du 21 mars 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Secrétaire au Commerce H. Lutnick et l'USTR J. Greer reçoivent la visite d'une délégation canadienne à Washington

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Intérieur facilite l'exploitation de projets énergétiques offshore
3. Le Secrétaire à l'Énergie prononce un discours clef sur la politique énergétique à la CERAWEEK 2025
4. Le président Trump ordonne l'élaboration d'une Stratégie nationale de résilience

Industrie

5. Nvidia a annoncé le lancement de nouvelles puces pour l'IA et des investissements massifs aux États-Unis

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA lance son programme d'indemnisation économique d'urgence pour les agriculteurs

Numérique et innovation

7. NVIDIA et xAI rejoignent l'AI Infrastructure Partnership pour renforcer les capacités d'infrastructure IA
8. Les associations technologiques alertent le Secrétaire au Commerce H. Lutnick sur l'impact des coupes budgétaires du NIST pour la compétitivité de l'IA américaine

Santé

9. Le Sénat auditionne le Dr. M. Oz avant de voter sur sa confirmation au poste d'Administrateur des Centres de Services Medicare et Medicaid (CMS)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Secrétaire au Commerce H. Lutnick et l'USTR J. Greer reçoivent la visite d'une délégation canadienne à Washington

Le 13 mars, le Secrétaire au Commerce H. Lutnick et le Représentant américain au Commerce (USTR) J. Greer ont reçu une délégation canadienne composée du Premier ministre de l'Ontario D. Ford, du ministre des Finances D. LeBlanc, du ministre de l'Industrie F.-Ph. Champagne et de l'ambassadrice du Canada à Washington K. Hillman. Le communiqué du Département du Commerce [indique](#) qu'à l'approche de l'annonce des droits réciproques le 2 avril, les responsables ont échangé sur (i) les droits sur l'acier et l'aluminium, (ii) l'« objectif [de l'administration Trump] d'un commerce équitable avec le Canada et la province de l'Ontario » et (iii) l'immigration illégale et le fentanyl. À cette occasion, les deux pays ont également pu reconnaître « la force et l'histoire de leur relation ». Cette réunion aurait permis, selon les participants, de réduire les tensions commerciales entre les deux voisins nord-américains. D. Ford s'est [félicité](#) d'une réunion « très productive ». Selon D. Ford, le groupe aurait convenu de se réunir à nouveau la semaine prochaine.

Brèves

- Le 14 mars, les États-Unis ont accepté d'engager des consultations à l'OMC avec la [Chine](#) et le [Canada](#) dans le cadre de différends distincts initiés par ces deux pays concernant les droits de douane additionnels récemment imposés de 25 % pour le [Canada](#) (10 % sur les importations d'énergies ou de ressources énergétiques) et de 20 % pour la [Chine](#), tout en affirmant que ces mesures relèvent de l'exception de sécurité nationale prévue par l'OMC.
- Le 18 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) J. S. Hernandez Perez qui se trouve à la tête d'une organisation criminelle basée au Guatemala et impliquée dans le trafic d'immigration clandestine à la frontière sud des États-Unis.
- Le 20 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) une raffinerie pétrolière chinoise achetant et raffinant du pétrole iranien acheminé, entre autres, par les Houthis et l'armée iranienne, ainsi que 19 entités et navires parties de la flotte fantôme iranienne. Cette décision marque la 4^e série de sanctions appliquées en vertu du mémorandum présidentiel du 4 février visant à imposer une pression maximale sur le

gouvernement de la République islamique d'Iran [Voir [Brèves sectorielles du 7 février 2025](#)].

Climat – énergie – environnement

2. Le Département de l'Intérieur facilite l'exploitation de projets énergétiques offshore

Le 15 mars, le Département de l'Intérieur (DoI) s'est [félicité](#) de l'action du Congrès en faveur du développement de l'exploitation de projets énergétiques offshore. Le 13 mars, le président Trump a en effet [signé](#) la résolution conjointe S.J.Res.11, adoptée par le Congrès dans le cadre du Congress Review Act, permettant d'annuler une réglementation du Bureau of Ocean Energy Management (BOEM) intitulée « Protection of Marine Archaeological Resources ». Cette réglementation imposait à tous les nouveaux détenteurs de concessions pétrolières et gazières sur le plateau continental extérieur de soumettre des rapports archéologiques dans les zones qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une étude et où les opérations prévoyaient des activités de perturbation du plancher océanique. Selon le DoI, cette exigence imposait des coûts de mise en conformité aux producteurs d'énergie.

Le DoI souligne que cette mesure s'inscrit dans la politique de déréglementation de l'administration Trump, visant à stimuler la production énergétique nationale. Conformément au décret présidentiel 14192, l'administration cherche à réduire les obstacles réglementaires freinant le développement du secteur.

À la suite de la déclaration d'urgence énergétique nationale en février, le Secrétaire à l'Intérieur D. Burgum a accéléré la réouverture des zones du plateau continental extérieur aux forages pétroliers et gaziers. Il insiste sur l'importance de ces activités pour la sécurité énergétique et l'économie des États-Unis. En 2024, le forage offshore représentait 14 % de la production nationale de pétrole.

Le DoI réaffirme son engagement à « libérer le plein potentiel de l'Amérique en matière de production énergétique ». L'annulation officielle de la règle du BOEM sera prochainement publiée au registre fédéral.

3. Le Secrétaire à l'Énergie prononce un discours clef sur la politique énergétique à la CERAWEEK 2025

Le 14 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [communiqué](#) sur le discours que le Secrétaire à l'Énergie Ch. Wright a [prononcé](#) le

10 mars lors de l'ouverture de la CERAWeek 2025, présentant les orientations stratégiques de l'administration Trump en matière d'énergie. Ce discours a mis l'accent sur la production nationale d'énergie abordable et fiable afin de renforcer l'indépendance énergétique des États-Unis. La politique énergétique de l'administration Trump vise ainsi une augmentation de la production domestique d'énergie fossile, un soutien au nucléaire et une réduction des contraintes environnementales perçues comme des freins économiques.

Ch. Wright a critiqué les choix passés qui, selon lui, ont délibérément freiné le développement des énergies fossiles au profit des renouvelables. Il a rappelé que le gaz naturel représente 25 % de l'énergie primaire mondiale et constitue une source essentielle pour l'industrie, l'électricité et le chauffage des foyers américains. L'expansion de l'éolien et du solaire aurait entraîné une hausse des prix de l'électricité et une instabilité accrue du réseau. L'administration Trump souhaite ainsi relancer la production d'hydrocarbures nationale et développer les infrastructures associées, notamment en levant les restrictions sur les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL).

Le Secrétaire à l'Énergie a également exprimé son engagement en faveur d'une « renaissance nucléaire » aux États-Unis, englobant tant la fission que la fusion. Il a insisté sur le rôle stratégique de cette source d'énergie pour garantir un approvisionnement stable et abordable tout en limitant les émissions de CO₂.

S'inscrivant dans une approche qu'il qualifie de « réaliste », Ch. Wright a dénoncé l'impact économique des politiques climatiques précédentes, les jugeant inefficaces et trop coûteuses. Il a plaidé en faveur d'une stratégie plus pragmatique, soulignant le rôle des énergies fossiles dans la croissance économique et le développement du niveau de vie des « 7 milliards d'autres individus », afin de leur permettre d'atteindre un mode de vie comparable à celui des Américains, nécessitant en moyenne 13 barils de pétrole par personne et par an, contre seulement 3 barils pour le reste de la population mondiale actuellement (moins d'un baril pour les Africains).

Enfin, Ch. Wright a souligné l'importance du secteur énergétique pour le développement de l'intelligence artificielle (IA) et des technologies quantiques. Il a insisté sur le besoin d'une production énergétique robuste pour accompagner le développement de ces nouvelles technologies.

4. Le président Trump ordonne l'élaboration d'une Stratégie nationale de résilience

Le 19 mars, le président Trump a [ordonné](#) l'élaboration d'une Stratégie nationale de résilience et la révision des politiques relatives aux infrastructures critiques, dans le but de renforcer la résilience nationale des États-Unis à travers une approche axée sur l'efficacité, la préparation au niveau local et l'implication des citoyens. L'objectif est d'adopter une réponse aux catastrophes basée sur les risques, plutôt que d'avoir une approche universelle face aux menaces.

La Stratégie de résilience nationale devra être publiée sous 90 jours. Elle devra définir clairement les priorités, les moyens et les actions nécessaires pour renforcer la résilience du pays. Elle sera révisée tous les quatre ans pour s'adapter aux menaces et défis émergents, garantissant ainsi une approche dynamique et évolutive face aux risques. Une fois la Stratégie de résilience nationale définie, elle guidera la refonte des politiques de gestion des infrastructures critiques, en passant d'une approche « tous risques » à une approche fondée sur des risques spécifiques, priorisant les investissements en fonction des menaces réelles et imminentes.

Une réforme de la Politique de continuité nationale est également prévue pour moderniser la gestion des crises. L'objectif est de renforcer la résilience nationale en transférant davantage de responsabilités aux États et aux collectivités locales. Cette initiative repose sur l'idée que la gestion des risques, qu'il s'agisse de cyberattaques, d'incendies de forêt ou de catastrophes naturelles, doit être avant tout locale, avec le soutien du gouvernement fédéral. Par ailleurs, un Registre national des risques devra être mis en place dans les 240 jours. Il s'agira d'une base de données qui identifiera et quantifiera les menaces pesant sur les infrastructures américaines. Ce registre orientera les investissements publics et privés, tout en influençant les décisions stratégiques.

Brèves

- Le 17 mars, les Secrétaire à l'Intérieur, D. Burgum, et au Logement, S. Turner, ont [lancé](#) un groupe de travail pour ouvrir des terres fédérales à la construction de logements, afin d'augmenter l'offre et de réduire les coûts pour des millions d'Américains. La rationalisation du processus réglementaire sera une pierre angulaire de ce partenariat. Le communiqué indique ainsi que « historiquement, la construction sur des terres fédérales est un cauchemar de paperasserie : longues autorisations environnementales, protocoles de transfert complexes et absence de coordination entre agences ». Ce

partenariat permettra d'alléger la bureaucratie. Le Département du Logement et du développement urbain (HUD) identifiera ainsi les besoins prioritaires, tandis que le Département de l'Intérieur (DoI) facilitera les transferts ou locations de terrains aux collectivités.

- Le 19 mars, le Département de l'Énergie (DoE) a [approuvé](#) l'autorisation d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) pour le projet Venture Global CP2 en Louisiane. Ce projet pourra exporter jusqu'à 112 Mm³ de GNL par jour. Il s'agit de la cinquième approbation liée au GNL par le DoE depuis l'entrée en fonction du président Trump.
- Le 13 mars, le Département de l'Intérieur (DoI) a [validé](#) l'extension de l'exploitation de la mine de Spring Creek (Montana) prolongeant son activité de 16 ans pour extraire 39,9 Mt de charbon et maintenir 280 emplois.

Industrie

5. Nvidia a annoncé le lancement de nouvelles puces pour l'IA et des investissements massifs aux États-Unis

Lors de sa conférence annuelle GTC qui a lieu du 17 au 21 mars, Nvidia a [dévoilé](#) la plateforme Blackwell Ultra, basée sur son architecture Blackwell, qui offre des performances optimisées pour les modèles d'IA de nouvelle génération. À cette occasion, Nvidia a également présenté sa prochaine génération de GPU, Vera Rubin, du nom de l'astronome américaine célèbre pour ses travaux sur la matière noire. Cette nouvelle génération est conçue pour répondre à la demande croissante de puissance de calcul nécessaire aux systèmes d'IA avancés et sera disponible au second semestre 2026, suivie d'une version Ultra l'année suivante. Nvidia [prévoit](#) de dépenser des centaines de milliards de dollars dans la fabrication de puces et d'autres composants électroniques aux États-Unis au cours des quatre prochaines années, en collaborant avec des fournisseurs tels que TSMC et Foxconn pour établir des capacités de fabrication sur le sol américain.

Brèves

- SoftBank a [annoncé](#) le 19 mars le rachat de la start-up Ampere Computing, spécialisée dans la conception de semi-conducteurs, pour 6,5 Md\$. La start-up fondée il y a 8 ans, jusqu'ici propriété de Carlyle et Oracle, crée des puces pour

les centres de données basées sur l'architecture d'Arm, une société rachetée par SoftBank en 2016.

Distribution et divertissement

Brèves

- F21 OpCo LLC, l'opérateur de la société de vêtements Forever 21 aux États-Unis, a [déposé](#) le bilan le 15 mars pour la deuxième fois après des premières difficultés en 2019, se plaçant sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA lance son programme d'indemnisation économique d'urgence pour les agriculteurs

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) le 19 mars l'ouverture des demandes d'indemnisation dans le cadre de l'Emergency Commodity Assistance Program (ECAP). Ce dispositif, doté d'un budget de 10 Md\$, a été adopté par le Congrès en décembre dernier et vise à soutenir les agriculteurs qui ont été confrontés en 2024 à des pertes économiques dues aux coûts de production élevés et aux faibles prix de marché des grandes cultures.

Les agriculteurs feront leurs demandes auprès des bureaux locaux de la Farm Service Agency ([FSA](#)) qui est chargé de l'instruction des dossiers. L'USDA indique que les paiements seront effectués sous trois jours, une fois le dossier validé. Dans le cas général, le calcul de l'indemnisation repose sur un montant forfaitaire à l'acre, propre à chaque type de culture, multiplié par la superficie déclarée et qui a été cultivée et récoltée. Des aménagements à cette règle sont prévus pour des cas particuliers, comme les cas de double culture sur une même parcelle ou de parcelles semées mais non récoltées. Les agriculteurs ne percevront que 85 % du montant théorique total afin d'éviter un dépassement du budget alloué. Par ailleurs, un système de plafonnement des aides totales perçues est mis en place en fonction du chiffre d'affaires de l'exploitation. Un paiement complémentaire pourra être versé ultérieurement si des fonds restent disponibles. Un simulateur en ligne est accessible sur le site

de la FSA pour aider les exploitants à estimer leur indemnisation. Les demandes seront acceptées jusqu'au 15 août.

L'USDA a respecté l'échéance du 20 mars qui avait été imposée par le Congrès pour la mise en œuvre du programme. La Secrétaire à l'Agriculture B. Rollins a souligné que l'administration avait fait tous ses efforts pour accélérer le processus afin que les agriculteurs puissent rapidement disposer de ces aides pour faire face aux coûts de production de la nouvelle campagne.

Brèves

- La Consumer Brands Association, représentant des entreprises comme PepsiCo, Conagra Brands, Mondelēz International, Quaker Oats et J.M. Smucker, a adressé une lettre au président Trump – rapportée par [Reuters](#) – demandant des exemptions ciblées sur certains produits importés. Les industriels souhaitent que des ingrédients non produits aux États-Unis ou en quantité insuffisantes – tels que le cacao, le café, les épices, l'avoine, les fruits tropicaux et l'acier pour emballages – soient exemptés des tarifs douaniers.
- L'USDA a [suspendu](#) une partie des livraisons de produits alimentaires prévues aux banques alimentaires dans le cadre du programme d'aide alimentaire d'urgence (TEFAP), sans fournir d'explication à ce stade et notamment si cette mesure était définitive ou temporaire. Ces annulations concernent 148 M\$ des 500 M\$ alloués pour l'année fiscale 2025.
- L'USDA a [annoncé](#) la prolongation des dérogations permettant aux usines de transformation de porc et de volaille d'opérer à des vitesses de chaîne plus élevées. Le Département prévoit également de lancer une procédure réglementaire pour pérenniser cette augmentation des cadences. L'USDA a justifié cette mesure par les résultats d'études montrant l'absence de lien direct entre la cadence d'abattage et le nombre d'accidents du travail.

Numérique et innovation

7. NVIDIA et xAI rejoignent l'AI Infrastructure Partnership pour renforcer les capacités d'infrastructure IA

Le 19 mars, BlackRock, Microsoft et MGX ont [annoncé](#) l'intégration de NVIDIA et xAI au sein du Global AI Infrastructure Investment Partnership, désormais renommé AI Infrastructure Partnership (AIP). Cette initiative vise à mobiliser jusqu'à 100 Md\$ pour le financement

de centres de données et d'infrastructures énergétiques destinés à accompagner le développement de l'IA. NVIDIA interviendra en qualité de conseiller technique tandis qu'xAI contribuera au développement de l'écosystème IA du partenariat, en promouvant une approche ouverte et interopérable des infrastructures.

L'initiative inclut également un volet énergétique, avec la participation de GE Vernova et NextEra Energy, qui fourniront des solutions combinant énergies renouvelables, nucléaire et gaz pour accompagner la montée en puissance des infrastructures IA.

8. Les associations technologiques alertent le Secrétaire au Commerce H. Lutnick sur l'impact des coupes budgétaires du NIST pour la compétitivité de l'IA américaine

Le 13 mars, plusieurs associations technologiques ont [adressé](#) un courrier au Secrétaire au Commerce H. Lutnick, sur les conséquences des réductions budgétaires visant le National Institute of Standards and Technology (NIST). Parmi les signataires figurent J. Oxman, président de l'Information Technology Industry Council (ITI), et G. Shapiro, CEO et vice-président de la Consumer Technology Association (CTA).

Les associations soulignent que ces coupes budgétaires risquent de compromettre la compétitivité des États-Unis en matière d'IA. Elles rappellent le rôle central du NIST dans l'élaboration des normes techniques et des cadres de gestion des risques en IA, notamment via l'AI Risk Management Framework et l'U.S. AI Safety Institute (AIS), qui visent à faire émerger des outils et méthodologies pour tester et évaluer les modèles avancés d'IA. Les signataires alertent également sur les conséquences possibles de ces réductions de moyens sur l'influence américaine dans les discussions internationales sur la gouvernance de l'IA, telles que celles menées au sein de l'OCDE et des instances de normalisation comme l'ISO/IEC.

Les signataires appellent le Département du Commerce à garantir les ressources nécessaires au bon fonctionnement du NIST afin qu'il puisse poursuivre ses travaux sur les normes, les tests et la validation des technologies d'IA, considérés comme essentiels pour maintenir l'innovation américaine et protéger la sécurité nationale.

Brèves

- Le 18 mars, le président Donald Trump a [démis](#) de leurs fonctions les deux commissaires démocrates de la Federal Trade Commission (FTC), A. Bedoya et R. Slaughter. Les deux commissaires ont [dénoncé](#) ces licenciements comme illégaux et prévoient d'engager des poursuites judiciaires.

9. Le Sénat auditionne le Dr. M. Oz avant de voter sur sa confirmation au poste d'Administrateur des Centres de Services Medicare et Medicaid (CMS)

Le médecin et présentateur de télévision Dr. M. Oz, désigné par D. Trump pour prendre la tête des Centres de Services Medicare et Medicaid (CMS), agence fédérale administrant un budget annuel d'environ 1 500 Md\$, a été [auditionné](#) le 14 mars par la commission des Finances du Sénat. Selon le New York Times, le Dr. Oz a [su](#) « contourner » les questions les plus difficiles des sénateurs sur les intentions de l'administration en matière de réduction des coûts des programmes de couverture santé publics et des agences fédérales, au cours d'une audition généralement marquée par une « atmosphère amicale ». Le *ranking member* R. Wyden (D – Oregon) a mentionné dans ses propos introductifs de la séance les accusations de fraude à la sécurité sociale et à Medicare portées contre le médecin par des membres démocrates du Congrès, ainsi que sa proximité avec la société TZ Insurance Solutions, proposant des couvertures privées alternatives à Medicare et critiquée en raison de cas de dénis de soin et de prix jugés prohibitifs. Parmi les prises de position remarquées par l'industrie lors de l'audition ont [figuré](#) les propos du médecin sur la nécessité d'obtenir plus rapidement une couverture Medicare pour les dispositifs médicaux nouvellement approuvés par la Food and Drug Administration (FDA), et son estimation selon laquelle les patients américains [s'acquittaient](#) de prix « six ou sept fois plus élevés [...] qu'en France ou au Canada » pour les mêmes médicaments.

Brèves

- Le 14 mars, les Centres pour les Services Medicare et Medicaid (CMS) ont [annoncé](#) la conclusion d'accords avec les fabricants de 15 traitements couverts par la couverture santé publique Medicare afin de lancer le processus de négociation des prix de ces traitements, selon le processus prévu par l'Inflation Reduction Act (IRA). CMS devrait adresser de premières propositions de prix plafond à ses fabricants à horizon du 1^{er} juin prochain.
- Le 19 mars, l'entreprise pharmaceutique Purdue Pharma a [déposé](#) un nouveau plan de redressement judiciaire (Chapter 11 Bankruptcy) auprès du tribunal des faillites de New York, prévoyant 7,4 Md\$ de paiements pour indemniser les victimes des opioïdes qu'elle commercialisait, tels l'OxyContin

et « atténuer la crise » provoquée par ces substances. Cette somme comprend les liquidités disponibles de Purdue Pharma et les 6,5 Md\$ que s'est engagée à verser la famille Sackler, qui dirigeait l'entreprise jusqu'en 2019, sur les 15 prochaines années. Alors qu'environ 140 000 personnes ont intenté des actions en justice contre l'entreprise pour préjudices causés par ses opioïdes, CBS news a rapporté que seuls 10 % du montant total prévu par l'accord, qui doit encore être confirmé par le tribunal new yorkais, seraient versés aux victimes individuelles, les 90 % restants allant aux créanciers de Purdue. Un précédent plan de redressement déposé par l'entreprise, d'un montant de 6 Md\$ et qui aurait conféré l'immunité à la famille Sackler contre des poursuites civiles, avait été rejeté par la Cour Suprême en juillet 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)